



Rapport annuel d'avancement pour l'exercice 2015 du Comité National de l'ITIE de la République Islamique de Mauritanie

[Approuvé par le Comité National ITIE le 23 juin 2016](#)





SOMMAIRE

Liste des acronymes et abréviations

Avant-propos

Résumé exécutif

Introduction

I- Contexte

II- Objectif du rapport

III- Rappel des réalisations

IV- Actions réalisées en 2015

V- Evaluation de la mise en œuvre de l'ITIE

VI- Recommandations

VII- Perspectives :

VIII- Principal changement intervenu en 2015

Conclusion générale

ANNEXE

Principales références

LISTE DES ACRONYMES ET ABREVIATIONS

BCM : Banque Centrale de Mauritanie

BIRD : Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement

BM : Banque Mondiale

CMAF : Centre Mauritanien d'Analyse de Politiques

CN-ITIE : Comité National de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives

CM-PCQVP: Coalition Mauritanienne Publiez Ce Que Vous Payez

FITI : Fisheries Transparency Initiative/ Initiative pour la Transparence dans le secteur des pêches

FNRH : Fonds national des revenus des hydrocarbures

GAED : Gérer les Activités Extractives pour le Développement

GIZ : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit/ Coopération allemande

IDA : International Development Association/ Association internationale pour le développement

IGF : Inspection Générale des Finances

ILD : Indicateurs liés au décaissement

ITIE : Initiative pour la Transparence des Industries Extractives

MAED : Ministère des Affaires Economiques et du Développement

MCM : Mauritania Copper Mines/ Mines de Cuivre de Mauritanie

MDTF: Multidonors Trust Fund (Fonds fiduciaire multidonateurs)

MEDD : Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

MEF : Ministère de l'Economie et des Finances

METEX : Mauritanie Transparence Extractives, Réseau Mauritanien de journaliste sur la Transparence des Industries Extractives

MPEM : Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Mines

MRO : Mauritanie Ouguiya (Monnaie locale Mauritanienne)

PRAO/ PASP : Programme Régional d'Afrique de l'Ouest/ Projet d'Appui au secteur de la Pêche

PTFs : Partenaires Techniques et Financiers

RSE : Responsabilité Sociale/ Sociétale des Entreprises

SMHPM : Société Mauritanienne des Hydrocarbures et du Patrimoine Minier

SNIM sem : Société Nationale Industrielle et Minière, société d'économie mixte

TDRs : Termes de référence

TML sa : Tasiast Mauritanie Limited Société Anonyme.



Mesdames & messieurs,

Chères parties prenantes à l'ITIE,



Avant-propos

En ce second semestre 2016 et à la veille de la validation de la Mauritanie, il m'est agréable, au nom du Comité National ITIE que j'ai l'honneur de présider, de vous présenter notre *rapport annuel d'avancement* consacré à l'année 2015. Il m'échoit de rappeler que la mise en œuvre de l'ITIE en Mauritanie évolue parallèlement à celle que connaît cette Initiative au niveau mondial. Depuis son adhésion à l'ITIE en septembre 2005, notre pays a publié dix (10) rapports dits de conciliation des chiffres et des volumes des industries extractives par l'entremise de cabinets internationaux d'audit, sur la base de procédures approuvées par le Comité National et entérinées par les PTFs qui ont apporté leurs concours. Le onzième rapport a été lancé et est attendu fin 2016. Cette évolution significative dans la mise en œuvre de l'ITIE s'est matérialisée par :

- ✚ *Premièrement*, la Mauritanie a élaboré son premier rapport pour l'année 2005 avec une seule compagnie extractive (SNIM) en phase de production ;
- ✚ *Deuxièmement*, les déclarations des entreprises et entités étatiques déclarantes étaient fournies sous un format agrégé ;
- ✚ *Troisièmement*, les déclarations ont été fournies à partir de l'année 2010 sous un format désagrégé ;
- ✚ *Quatrièmement*, la composition du Comité national a été revue en octobre 2009 pour être adaptée à l'évolution du contexte ;
- ✚ *Cinquièmement*, une réforme du Comité National pour mieux l'adapter aux nouvelles exigences à travers notamment l'adoption de nouveaux Termes de Référence ;
- ✚ *Sixièmement*, la certification des déclarations des entités étatiques a connu une évolution positive suite à la prise en main de cette opération par l'Inspection Générale des Finances ;
- ✚ *Septièmement*, la participation au processus ITIE et l'appropriation de ses techniques et mécanismes par les parties prenantes se confirme de plus en plus ;
- ✚ *Huitièmement*, la mise en place en 2015 d'un comité interministériel chargé de statuer sur les recommandations formulées par l'Administrateur indépendant dans le cadre des rapports ITIE 2012 et 2013. Les actions envisagées après la tenue de ce Comité interministériel ont commencé à produire les résultats escomptés.

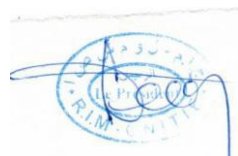
Grâce aux efforts du Comité National, la mise en œuvre de l'ITIE en Mauritanie a permis de contribuer à une meilleure implication des parties prenantes et à une amélioration très significative de la gouvernance des ressources extractives du pays, à travers notamment les campagnes de dissémination et de sensibilisation sur les rapports ITIE.

En dépit des progrès enregistrés dans la mise en œuvre de l'ITIE, des améliorations seront possibles avec la participation de tous les acteurs concernés par la bonne gouvernance des ressources extractives.

Je ne saurais terminer sans adresser mes vifs remerciements au Gouvernement, aux membres du Comité National, aux sociétés extractives et aux organisations de la société civile et surtout le Secrétariat international ITIE pour leur soutien constant dans la mise en œuvre du processus ITIE ; sans oublier les partenaires techniques et financiers dont l'accompagnement, depuis plus d'une décennie, a contribué à la réalisation des objectifs du Comité National.

Tout en vous souhaitant bonne lecture du présent rapport, je vous prie d'agréer, chers amis, l'expression de mes considérations distinguées.

Le Président du Comité National ITIE
M. Djibi Moctar Sow



Le présent rapport, rédigé par le Secrétariat technique du Comité National de l'ITIE, sous la supervision de son Président, a été soumis à l'approbation du Comité National. Il reprend, pour l'essentiel, les activités réalisées au cours de l'année 2015 et se conforme au plan d'actions élaboré à cet effet. Il ne s'agit donc pas d'un rapport spécifique portant sur des flux de revenus ni d'un document relatif à la gouvernance des ressources extractives.

Il n'est peut être pas exclu que des éléments soient omis ou relégués au second plan. Toutefois, le Comité National ITIE se met à la disposition du public pour fournir toutes informations supplémentaires sur les activités de l'année 2015.

En termes de présentation de ce rapport, l'essentiel a été élaboré conformément à la Nouvelle Norme ITIE 2016 et de la Note d'Orientation N°5, mise à jour en avril 2016, relative au rapport annuel d'avancement.

Ce rapport sera mis à la disposition du public à travers le site du Comité National ITIE www.itie-mr.org.



Maquette descriptive du processus ITIE

Résumé exécutif

La mise en œuvre de l'ITIE, selon le plan d'actions élaboré de manière inclusive par le Comité National de l'ITIE et conformément aux orientations du Gouvernement mauritanien en matière de gouvernance économique, est une condition *sine qua non* de l'atteinte des objectifs en matière de transparence dans la gestion des ressources extractives.

L'exercice 2015 était couvert par le plan d'actions 2014/2015. La mise en œuvre de ce plan d'action a donné lieu à diverses activités et réalisations :

- Des formations sur le plaidoyer, la planification stratégique et sur la Nouvelle Norme ITIE ;
- La publication des rapports ITIE pour les exercices 2012 et 2013 ;
- Le recrutement de l'Administrateur indépendant pour l'élaboration du rapport 2014 ;
- La participation à des conférences et séminaires internationaux ;
- L'appui technique à la mise en place d'un dispositif de transparence dans le secteur de la pêche/FiTI (*Réunion avec le Ministère des pêches et de l'Economie Maritime*), contribution à la définition de la chaîne de valeurs FiTI.

A travers ce rapport annuel, des éléments seront fournis sur les données précitées en tenant compte notamment des orientations du Secrétariat international de l'ITIE par rapport à la qualité des informations, leur forme et les procédures suivies préalablement à la diffusion du rapport annuel d'activités.

En sus des éléments préliminaires nous ayant permis d'introduire et de procéder à une entrée en matière, nous avons profité de l'opportunité que constitue la pertinence du canevas proposé par [La Note technique d'orientation n°5 mise à jour en avril 2016](#) dédiée à l'élaboration des rapports annuels d'avancement par les Groupes multipartites.

L'ossature de la Note technique³ susmentionnée est déclinée en neuf points comme suit :

- Evaluation générale de la performance annuelle ;
- Évaluation des performances vis-à-vis des objectifs et des activités définis dans le plan de travail ;
- Évaluation des performances par rapport aux Exigences de l'ITIE ;
- Aperçu des réponses du Groupe multipartite aux recommandations issues de la réconciliation et de la Validation, le cas échéant ;
- Points forts et faiblesses identifiées dans le processus ITIE ;
- Coûts totaux de mise en œuvre
- Commentaires supplémentaires
- Ce rapport d'activités a-t-il été discuté en dehors du Groupe multipartite ?
- Composition détaillée du Groupe multipartite durant la période concernée (y compris le détail du nombre de réunions et des présences)

A noter que, contrairement aux rapports annuels précédents, celui-ci se fonde sur une démarche assez innovante dans la mesure où il est plus analytique et met le focus sur les objectifs. Il accorde également un grand intérêt à la performance dans la mise en œuvre de l'ITIE.

³Elle a été entièrement observée.

Introduction

La gouvernance des industries extractives par les principes et les critères de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) est relativement récente en Mauritanie. Elle a été engagée suite à l'adhésion de notre pays à l'ITIE en 2005. La Mauritanie a adopté une approche participative et multipartite de gestion desdites ressources avec des mécanismes qui ont aujourd'hui fait école dans la sphère de la gouvernance des ressources publiques, notamment la mise en place d'un Fonds National des Revenus des Hydrocarbures (FNRH) ouvert dans les livres de la Banque de France.

Le présent rapport couvre l'essentiel des activités réalisées au cours de l'année 2015. Il présente un aperçu sur le contexte de la mise en œuvre de l'ITIE en Mauritanie tout en décrivant les réalisations enregistrées avant l'année 2015.

Ce rapport a été élaboré conformément au canevas proposé par le Secrétariat international ITIE et des recommandations ont été formulées pour l'atteinte des objectifs contenus dans le plan de travail.

I- Contexte

La Mauritanie a adhéré à l'ITIE en septembre 2005. Avec cette adhésion, le Gouvernement a voulu ainsi démontrer sa volonté de mettre en place un mécanisme de transparence dans la gestion des ressources extractives.

Depuis la mise en place du premier Comité national ITIE, des réformes sont intervenues donnant notamment lieu à une meilleure représentativité des organisations de la société civile.

II- Objectif du rapport

L'objectif de ce rapport annuel d'avancement est de fournir au public des informations susceptibles de l'édifier sur les différentes étapes de la mise en œuvre du processus ITIE au cours de l'année 2015. Il lui permet aussi de mieux apprécier la pertinence des actions mises en œuvre en 2015.

III- Rappel des réalisations

En Mauritanie, plusieurs étapes ont été franchies dans le cadre de la mise en œuvre de l'ITIE, lesquelles s'articulent chronologiquement comme suit :

- **Septembre 2015** : adhésion de la Mauritanie à l'ITIE
- **Janvier 2006** : création du Comité National de l'ITIE par décret n°2006-0001 du 13/01/2006
- **Avril 2006** : modification de la composition du Comité national par décret n° 2006-029 du 26/04/2006
- **Juin 2006** : 1^{ière} réunion du Comité National ITIE
- **Juillet - décembre 2006** : Recrutement de l'Administrateur indépendant pour les rapports 2005 et 2006
- **Mars 2007** : publication du premier rapport national ITIE pour l'année 2005

- **Juillet 2007**: publication du second rapport national ITIE l'année 2006
- **Novembre 2009** : adoption du Décret portant création, organisation et fonctionnement du comité national de l'initiative sur la transparence des industries extractives (ITIE)
- **Septembre 2010** : Publication du rapport de Validation de la Mauritanie par un Cabinet de renommée internationale dénommé CAC 75⁴
- **Le 14 décembre 2010** : le Conseil d'Administration de l'ITIE a désigné la Mauritanie pays candidats à l'ITIE "Proche de la conformité" (*close to compliance*). Une prorogation de six mois a été accordée à la Mauritanie (décembre 2010 à juin 2011) pour compléter les actions correctives nécessaires en vue de l'atteinte de la conformité.
- **Juillet 2011** : publication des rapports ITIE 2007 et 2008
- **Octobre 2011** : publication du rapport ITIE 2009
- **Janvier 2012** : lancement du processus de recrutement de l'Administrateur indépendant pour la conciliation des chiffres et des volumes au titre des exercices 2010 et 2011
- **Février 2012** : la Mauritanie est déclarée pays conforme à l'ITIE
- **Février-Juillet 2013** : La conformité de la Mauritanie est suspendue pour retard accusé dans la publication de rapport ITIE 2010 ;
- **Mars/ avril 2013** : Mission de l'Administrateur indépendant pour la conciliation des chiffres et des volumes des industries extractives au titre des exercices 2010 et 2011
- rapports
- **Mai/ juin 2013** : publication des rapports nationaux de conciliation des chiffres et des volumes au titre des exercices 2010 et 2011
- **Juillet : 2013** : Levée de suspension de la conformité de la Mauritanie à l'ITIE
- **Février 2014** : publication du bulletin de l'ITIE
- **Octobre 2014** : Mise en ligne d'une nouvelle page WEB
- **Décembre 2014** : publication du rapport ITIE 2013
- **Mai 2015** : Tenue du conseil interministériel sur les recommandations de l'Administrateur indépendant
- **Décembre 2015** : publication du rapport ITIE 2013
- **Mars 2016** : atelier de pré-validation
- **Mai 2016** : atelier sur Les procédures de gestion des opérations de virements effectués par les opérateurs pétroliers au Fonds National des Revenus des Hydrocarbures
- **Juin 2016** : transmission de la version définitive du rapport ITIE 2014
- **Juin 2016** : lancement du recrutement de l'Administrateur indépendant pour le rapport ITIE 2015
- **Juillet 2016** : début du processus de validation de la mise en œuvre de l'ITIE en Mauritanie

⁴Il s'agit d'un cabinet de droit français spécialisé en expertise financière et en organisation.

Résumé des activités réalisées en 2015

L'année 2015 a été globalement marquée par la publication du rapport ITIE 2014 de conciliation des chiffres et des volumes des industries extractives ainsi que le renforcement du dispositif communicationnel du Comité national ITIE. Cette année a également été consacrée à la préparation de l'introduction du secteur de la pêche dans le périmètre de l'ITIE.

Des actions de renforcement de capacités ont pu être réalisées au profit du Secrétariat technique.



Présentation du Président du Comité National sur la mise en œuvre du processus ITIE lors de Conférence de haut niveau sur la transparence et le développement durable en Afrique tenue les 19-20 janvier 2015 à Nouakchott

IV- Actions réalisées en 2015 :

Les actions réalisées durant l'année 2015 sont conformes au plan d'actions validé par le Comité National ITIE. Pour l'essentiel, elles ont porté sur :

- La publication en décembre du rapport de conciliation des chiffres et des volumes des industries extractives pour l'exercice 2013 ;
- Formations au profit des experts du Secrétariat du Comité National en communication, plaidoyer, organisation et en lutte contre la corruption ;
- La publication des bulletins d'information ITIE ;
- L'assistance technique assurée au profit du PRAO/ PASP en vue de faciliter la mobilisation de l'expertise nécessaire pour l'intégration du secteur de la pêche dans le périmètre de l'ITIE.

Notons que, outre le MDTF de la Banque Mondiale, la plupart des formations réalisées en 2015 ont été appuyées par la Coopération allemande GIZ. Ces formations ont amélioré la qualité de la gestion interne du Secrétariat National ITIE et la capacité d'appropriation de certains outils de gouvernance.

1. La conciliation des chiffres et des volumes

Le rapport de conciliation des chiffres et des volumes de l'année 2014, élaboré par le Cabinet d'audit Moore Stephens LPP, conformément à la Norme ITIE 2013, a permis de compiler et de rapprocher l'ensemble des flux de revenus issus des industries extractives. Il a, par ailleurs, introduit des améliorations significatives quant à l'analyse contextuelle, à travers notamment l'enrichissement des informations afférentes à l'économie nationale.

2. La communication

Par rapport à ce volet, il convient de noter :

- La mise en ligne d'une nouvelle page WEB www.itie-mr.org
- La création d'une page face book <https://facebook.com/cnitie>
- La publication d'un bulletin d'information trimestriel
- L'élaboration d'une stratégie et d'un plan de communication.



Journée de restitution des rapports 2012 et 2013 : de gauche à droite, monsieur Djibi Moctar Sow, Président du Comité National ITIE, madame Claudia Hermes, Directrice Résidente de la GIZ, monsieur Nany Ould Chrougha, Ministre des Pêches et de l'Economie, monsieur Ahmed Salem Ould Bechir, Maritime Ministre du Pétrole, de l'Energie et des Mines, madame Hawa Tandia, Ministre Secrétaire Générale du Gouvernement, Mohamed Yahya Ould Mohamed Ghadi, Conseiller du Premier Ministre chargé du Pétrole

V- Evaluation de la mise en œuvre de l'ITIE

i) Evaluation générale de la performance annuelle

Durant l'année 2015, et conformément à son plan d'actions, le Comité National a mis en œuvre des actions qui ont donné les résultats globalement appréciables. Le caractère *inclusif* de cette mise en œuvre a été remarqué et apprécié de tous. De même, nous évoluons de plus en plus vers une démarche plus qualitative en termes d'actions et de résultats.

Le plan d'actions de l'année 2015 est axé sur les cinq objectifs principaux suivants :

Objectifs et contenus des activités	Résultats obtenus	Evaluation de la performance
Objectif 1: Faire ressortir les contributions directes et indirectes des industries extractives à l'économie nationale et au profit du développement durable	Réalisé	Globalement exécutés
Elaborations des Rapports et intégration des nouvelles données	Rapports 2012 et 2013 élaborés et publiés	Les rapports ont intégré des données qui ont amélioré leur contenu
Séminaires et dissémination des rapports de conciliation	Les rapports 2012 et 2013 ont été disséminés	Niveau de dissémination acceptable sous réserve que

		les résultats pouvaient être plus étendus si les moyens alloués étaient suffisants et mis à disposition en temps opportun
Sensibilisation sur la Norme ITIE 2013	Réalisation d'ateliers sur la Norme ITIE 2013	Une meilleure appropriation du contenu de cette Norme par les parties prenantes
Atelier au profit de la presse	La presse en, en général, et le groupe METEX, en particulier ; ont bénéficié de formations sur l'ITIE	Développement de leur capacité d'information et de relai sur les questions liées à l'ITIE
Organisation de réunions d'échanges avec les entreprises extractives pour les encourager à publier leurs paiements sociaux dans les rapports	Ces actions ont été réalisées	Echanges approfondis et francs qui ont permis aux entreprises concernées à s'engager à fournir ces informations
Objectif 2: Création des opportunités de dialogue et d'engagements constructifs pour renforcer la confiance et réduire les conflits entre les acteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Points focaux formés et désignés au niveau des régions extractives - Constitution d'un groupe de journalistes (METEX) spécialisés en gouvernance des industries extractives a été constitué et appuie régulièrement le Comité national dans ses activités - Contribution à la constitution du groupe Parlementaire bonne gouvernance et transparence 	Il y a eu un renforcement significatif des relations entre les parties prenantes qui a permis d'améliorer le niveau du dialogue sur la problématique de la gouvernance des ressources extractives
Préparation des réunions du Comité et élaboration des PV; tenir 4 réunions statutaires par an	Réalisés	La qualité des réunions a permis la prise de décisions favorables à la mise en œuvre de l'ITIE. En 2015 10 réunions ont été tenues
Mise sur pied des sous-commissions thématiques CNITIE et de sous-commissions spécialisées (profiter compétences intra muros)	Activités réalisées par l'institution : <ul style="list-style-type: none"> - d'une sous-commission chargée du suivi des travaux de l'Administrateur indépendant ; - d'une sous-commission organisation et plaidoyer 	Ces sous-commissions ont permis au Comité d'exploiter des ressources humaines intra-muros pour rendre ses actions plus performantes

	- sous-commission	
Atelier au profit des Parlementaires et Elus locaux	Activités réalisées	Une appropriation plus accrue des techniques et mécanismes de l'ITIE a permis à ces parlementaires et élus locaux de relayer les questions liées à la gouvernance des ressources extractives au niveau de leurs instances respectives
Formation et mise en place de points focaux au niveau des Wilayas extractives (Zouerate, Nouadhibou, Akjoujt)	Activité réalisées	La constitution de points focaux a permis de mieux renforcer le relai des informations sur les industries extractives et de faciliter l'organisation d'activités avec l'appui de personnes ressources situées dans les zones concernées.
Réunions d'échange avec les collectivités locales en zone minière en marge des	Activités non réalisées	
Visites d'échanges et stages au niveau régional et international/participation séminaires et conférences internationales de l'ITIE	Activités réalisées par la participation la formation dédiée aux coordonnateurs et chargé de communication sur la communication des données ITIE, d'une part, et par des stages de perfectionnement effectués en Tunisie, au Maroc et au Sénégal.	Ces activités ont permis au CNITIE de profiter des expériences capacités en bénéficiant d'expériences et de meilleures pratiques dans les domaines de l'ITIE et renforcer
Formation et appui pour améliorer la participation de la société civile à la mise en œuvre de l'ITIE	Activités réalisées par des appuis de la part de la GIZ dans le domaine du plaidoyer, de la communication et sur l'analyse des rapports	Ces formations ont permis à la société civile de renforcer leur niveau de connaissance et d'appropriation de l'ITIE. En termes d'apport qualitatif aux débats, il y a eu une constante amélioration
Echanges techniques élargis au sein du Groupe multipartite	Activités réalisées constamment	Niveau suffisant
Restructuration Secrétariat national ITIE	Activités en cours de réalisation	Niveau suffisant

Objectif 3: Institutionnaliser la transparence dans tous les secteurs économiques et en particulier dans les secteurs extractifs	En cours	Bon
Etude sur l'intégration du secteur de la pêche dans l'ITIE	Activité non réalisée	
Atelier sur l'intégrations du secteur des pêches dans le périmètre de l'ITIE (mettre le focus sur les <i>best practices</i>)	Non réalisées	
Ateliers de sensibilisations des acteurs clés	Non réalisées	
Objectif 4: Mieux connaître et contrôler les impacts sociaux et environnementaux sur les populations locales	Activités réalisées	Globalement acceptable
Recherche, études et documentation des études existantes	Réalisée par une étude sur les paiements sociaux	Bon
Ateliers d'évaluation des besoins des communes et des OSC	Activité réalisée par la délégation de l'organisation d'ateliers et séminaires dans les zones extractives	Bon
Renforcement des capacités des OSC et des Communes	Activités réalisées	Bon
Intégration de la thématique dans le cadre d'échanges communaux voir Obj.2	Activités réalisées (désignation de points focaux dans les régions minières)	Très bien
Elargir le cercle de PTFs pour la réalisation de notre plan d'actions	En cours	
Objectif 5: Renforcement du dispositif Communicationnel	Activités réalisées	Très bien
Actualisation du site WEB du CNITIE	Activités réalisées	Très bien
Publication d'un Bulletin semestriel ITIE	Activités réalisées	Très bien
Emissions interactives (sur l'ITIE) radio/télévision	Activités réalisées	Très bien
Elaboration et utilisation des outils de communication sur l'ITIE	Activité réalisée	Mieux faire connaître les activités du Comité National Un meilleurs accès à l'information sur l'ITIE

(dépliants et films)		
Mise en place d'une documentation sur la bonne gouvernance et la transparence	Réalisé par la création d'une bibliothèque contenant des informations sur l'ITIE et d'autres documents sur la gouvernance des ressources extractives	Les industries extractives sont de plus en plus connues par ceux qui sollicitent les services de cette bibliothèque
Elaboration d'une stratégie et d'un plan de communication	Réalisés	Une meilleure visibilité du Comité National a été constatée grâce aux outils utilisés (site web, émissions interactives, bulletin d'information, page face book, etc.)



Réunion du comité interministériel ITIE tenue le 5 mai 2015 à la Primature sous la présidence de son Excellence le Premier Ministre



Vue de l'audience accordée par son Excellence le Premier Ministre à monsieur Alex Gordy, Directeur pays au Secrétariat international ITIE, et au Président du Comité National ITIE

Autres actions pertinentes menées dans le cadre de la mise en œuvre de l'ITIE

	Institution	Actions envisagées	Résultat	Commentaire
1	Cour des comptes	-Formation des auditeurs sur l'ITIE ; -Sensibilisation sur le rôle de cette institution dans le cadre de la certification des déclarations de l'Etat.	objectif atteint	La certification des données ITIE a été réalisée par l'inspection Générale des Finances (IGF) qui est un organe de contrôle habilité à cet effet.
2	Direction du Trésor et de la comptabilité Publique/ Banque Centrale	- Transmission des données ITIE selon les délais fixés	objectif atteint	Des progrès significatifs ont été enregistrés en termes d'organisation et de réactivité des structures de la DTCP
3	La Direction Générale des Douanes	-transmission des formulaires des déclarations portant sur les volumes des exportations	Objectif atteint	Il a été demandé à la Douane de prendre les dispositions nécessaires pour déclarer les volumes conformément à la forme demandée

L'évaluation de la performance est globalement positive.

Durant l'année 2015, on peut noter que des performances significatives ont été réalisées dont notamment la mise en place d'un site web bilingue (arabe/ français) opérationnel et régulièrement mis à jour.

Effet positif : amélioration de la visibilité des actions du Comité National et de la gouvernance des industries extractives en Mauritanie.

- **La publication des rapports ITIE 2012 et 2013**

Effet positif : amélioration de la perception de la gouvernance des ressources extractives en Mauritanie grâce aux informations fournies sur le secteur extractif, telles que l'apport du secteur au PIB, sa contribution en termes de devises et ses retombées socioéconomiques.

La traduction des rapports en langue arabe a permis à une grande frange de la population non francophone d'accéder aux informations.

b) Activités

Les activités ont porté sur :

- Le renforcement des capacités des parties prenantes à l'ITIE ;
- Les conférences nationales et internationales ;
- Les visites d'échanges ;
- Les réunions du Comité National ;
- Les réunions de travail ;
- La sensibilisation des entités (compagnies, structures étatiques et société civile) sur l'enjeu des déclarations de revenus ;
- Etc.

Par rapport aux activités ci-dessus, nous pouvons affirmer que la performance est acceptable.



Audience accordée par le Premier Ministre aux membres du Comité National ITIE le 17/05/2016

iii) Évaluation des performances par rapport aux Exigences de l'ITIE

Les principales exigences de l'ITIE ont été satisfaites au cours de l'année 2015. Les rapports, désormais désagregés, deviennent de plus en plus riches en informations.

Matrice des performances

Les principales exigences de l'ITIE ont été satisfaites au cours de l'année 2015. Les rapports, désormais désagregés, deviennent de plus en plus riches en informations.

Objet de l'exigence	Référence de l'exigence	Appréciation				
Le suivi par le Groupe Multipartite	Exigence 1				4	
Les contrats	Exigence 2.4		2			
Propriété réelle	Exigence 2.5		2			
Prospection et production	Exigence 3			3		
Collecte des revenus	Exigence 4.4	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Transferts infranationaux ponctuels	Exigence 5.2	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Dépenses sociales et économiques	Exigence 6.1				4	

Pour l'appréciation, un score qui varie entre 1 et 5 est donné

1 = faible - 2 = moyen - 3 = bon - 4 = très bon - Excellent

Résumé de la contribution du plan de travail dans l'atteinte des objectifs

En dépit d'un retard, enregistré durant le premier trimestre de l'année 2015 dans la mise en place du Don MDTF, la plupart des objectifs inscrits dans le plan d'actions ont été atteints.

iv) Aperçu des réponses du Groupe multipartite aux recommandations issues de la réconciliation et de la Validation, le cas échéant

	Recommandation	Statut/ progrès
1	Traçabilité des paiements effectués par les sociétés pétrolières et minières	Satisfaite
2	Paiements effectués par des sociétés pétrolières dans des comptes autres que le FNRH	Satisfaite
3	Prévoir une quittance pour les paiements au FNRH	Satisfaite
4	Publication des contrats miniers	Seule la convention-type est publiée
5	Mise à jour des contrats pétroliers	En cours
6	Audit des comptes de l'Etat	Audités mais non publiés sur le site de la Cour des comptes
7	Audit du compte FNRH	Satisfaite

8	Publication des états financiers des sociétés d'Etat (SNIM et SMHPM)	Non satisfaite
9	Certificat des formulaires de déclarations des entités déclarantes	Satisfaite
10	Inclusion de l'ITS	Le Comité a décidé de ne pas l'inclure
11	Retard dans la soumission des formulaires de déclaration	Amélioré
12	Absence de registre de la propriété réelle	Conformément aux orientations du Secrétariat international, une sous-commission a été chargée de la question
13	Mise à jour de la base de données des entreprises opérant dans le secteur minier	En cours
14	Actualisation régulière du cadastre minier	Actualisé régulière
15	Régularité dans la publication des rapports	Satisfaite
16	L'évolution du périmètre des revenus	Satisfaite

v) Points forts et faiblesses identifiés dans le processus ITIE

Comme toute structure fonctionnelle, le Comité National a, dans le cadre de la mise en œuvre de l'ITIE, laissé entrevoir des forces et des faiblesses.

En termes de forces, nous avons pu identifier :

- Une volonté politique dans la mise en œuvre de l'ITIE ;
 - L'Etat a nommé un haut fonctionnaire pour coordonner la mise en œuvre de l'ITIE
 - la création d'un Comité National multipartite
 - La mise en place d'un Comité interministériel présidé par le Premier Ministre chargé du suivi des recommandations des rapports ITIE
- Prise de décision par consensus
- La création de sous-commissions
- La représentativité de la société civile au sein du Comité National (14 membres sur 30)
- La mise en place de points focaux
- La traduction en Arabe du site web du Comité national
- Le caractère inclusif dans la mise en œuvre de l'ITIE ;
- La régularité de la publication des rapports ITIE ;
- La tenue régulière des réunions du Comité National ITIE ;

En termes de faiblesses, il a été constaté :

- Faible capacité de mobilisation de ressources financières
- Faiblesse structurelle au sein de la Cellule d'Appui technique ;
- Absentéisme de certains membres du Comité National ;

- La qualité de la représentativité de la société civile au sein du CNITIE ;
- Processus de renouvellement des membres de la société civile au sein du Comité National ;
- L'insuffisance du budget alloué par l'Etat pour le fonctionnement du Comité National.

Les actions envisagées pour solutionner les faiblesses constatées

	<i>Faiblesses</i>	<i>Commentaires</i>	<i>Résultats</i>
3	Des faiblesses structurelles au sein du Secrétariat technique ;	<i>Réalisée</i>	<i>Une étude portant Renforcement institutionnel et réglementaire du CN-ITIE a été élaborée</i>
4	L'insuffisance de la contribution financière de l'Etat au fonctionnement du Comité National.	<i>Amélioré</i>	<i>L'Etat comble cette insuffisance par des appuis ponctuels lors des séminaires et ateliers régionaux</i>
5	Retard dans la mise en place du MDTF (Banque Mondiale)	<i>Réglé</i>	<i>Mise en œuvre des actions envisagées dans le plan d'actions</i>

vi) Coûts totaux de la mise en œuvre

En 2015, le MDTF destiné au financement de la mise en œuvre du plan d'actions n'était pas encore disponible durant le premier trimestre de l'année. Ceci a expliqué l'absorption partielle du DON (66,63%) de 350 000 USD, soit un décaissement de 226 199 USD.

Les autres moyens supplémentaires de financement proviennent de l'Etat (18 425 000 de MRO), pour assurer le paiement des salaires du personnel d'appui du CN-ITIE, de même que les charges fixes (location du siège du CNITIE, règlement factures eau, électricité), et de la Coopération allemande GIZ (17 786 503 de MRO). Ce montant a couvert les activités ci-après :

- La création d'un bulletin d'information ITIE
- La production de rapports résumés et conception de maquette
- La sensibilisation de la société civile et des élus dans le cadre de la mise en place de points focaux ITIE dans les zones extractives (Zouerate, Akjoujt et Nouadhibou)
- La formation sur l'analyse des rapports ITIE
- L'appui matériel et logistique.

vii) Commentaires supplémentaires

Au vu de tout ce qui précède, il ressort clairement que le Comité National a déployé d'énormes efforts, que le processus de mise en œuvre a enregistré des progrès significatifs :

- La publication régulière des rapports de conciliation et l'amélioration de leur contenu ;
- Une plus forte implication des entités étatiques dans le processus ITIE ;
- La certification des déclarations de l'Etat par l'Inspection Générale des Finances ;
- La mise en place d'un comité interministériel présidé par son Excellence le Premier Ministre pour le suivi de recommandations des rapports ITIE.

viii) Ce rapport d'activités a-t-il été discuté en dehors du Groupe multipartite ?

Ce rapport a été partagé avec les principaux partenaires techniques et financiers (Banque Mondiale, GIZ, l'Ambassade des USA, le Groupe de la BAD, le FMI, la société civile mauritanienne, la presse, la Coopération française, le Département Master GAED de l'université de Nouakchott,) et bien d'autres parties prenantes à l'ITIE.

ix) Composition du Groupe multipartite durant la période concernée

Durant l'année 2015, la composition du Comité National se présente comme suit :

8 représentants de l'Etat :

Les représentants de l'Etat sont répartis ainsi :

- Le Conseiller du premier Ministre (Président)
- Un représentant du Ministère des Affaires Economiques et du Développement (MAED)
- Un représentant du Ministère des Finances
- Un représentant de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM)
- Un représentant du Ministère chargé des relations avec la société civile
- Deux représentants du Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Mines (MPEM)

8 représentants des compagnies extractives :

- 4 représentants du secteur minier
 - Tasiast Mauritania Limited sa (TML sa)
 - SPHERE Mauritania Sa
 - MCM
 - SNIM
- 4 représentants du secteur pétrolier :
 - Tullow Oil
 - Kosmos Energy
 - Total E&P
 - La SMHPM¹⁴

14 membres de la société civile composés comme suit :

- La Coalition Mauritanienne PCQVP (3 représentants)
- Le Cyber Forum de la Société civile (2 représentants)
- La Plateforme des Acteurs non Etatiques (3 représentants)
- L'Association des Maires de Mauritanie (2 représentants)
- L'Association de la Presse (2 représentants)
- 2 représentants des ordres professionnels (Ordre National des Avocats et celui des Experts Comptables).

Observations :

En 2015, dix réunions ont été tenues dans lesquelles le quorum a été atteint même s'il a été constaté des absences quasi répétées de la part de représentants de certaines entités publiques et structures issues de la société civile.

Impact global de l'ITIE en Mauritanie

Globalement, les impacts ci-après ont été remarqués :

¹⁴ Cette compagnie s'occupe actuellement du patrimoine minier de l'Etat en plus des hydrocarbures.

- La prise de conscience des parties prenantes de la corrélation entre l'ITIE et l'amélioration de la gouvernance des ressources extractives en Mauritanie ;
- Le renforcement du contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) à travers l'interpellation des membres du gouvernement par les parlementaires et les organisations de la société civile sur la base des rapports ITIE ;
- Le renforcement de la visibilité et de la coordination des entités publiques concernées par le processus ITIE ;
- Une meilleure perception de l'ITIE par l'opinion publique ;



Atelier de sensibilisation sur les procédures de gestion des opérations effectuées par les opérateurs pétroliers sur le FNRH organisé le 31 mai 2016 à Nouakchott

De gauche à droite monsieur Djibi Mactar Sow, président du Comité National ITIE, monsieur Mohamed Chrif, Secrétaire Général du Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Mines, Mohamed El Aïda, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances, madame Mint Bneijara, Directrice Générale adjointe des impôts

VI- Recommandations

Plusieurs recommandations ont été formulées au cours de l'année 2015 : certaines sont générales, d'autres spécifiques.

i) Recommandations générales

Il s'agit de recommandations allant dans le sens de l'amélioration de la gouvernance des ressources en Mauritanie et de l'implication de l'ensemble des parties prenantes. La bonne gouvernance des industries extractives doit s'inscrire dans le cadre d'un processus continu, auto-entretenu et inclusif pour gagner en efficacité.

Une nette amélioration de la bonne gouvernance des ressources extractives a tout de même été constatée en 2015 par rapport aux années précédentes. Ceci est en partie le fait de la prise en compte de l'application des bonnes pratiques en matière de gestion des ressources extractives

qui a eu comme effet l'amélioration du niveau de transparence. (Exemples : l'application de la Norme ITIE 2013, la publication sans retard des rapports 2012 et 2013).

ii) Recommandations spécifiques

Pour ce qui concerne les recommandations spécifiques, on peut noter :

- La réforme structurelle du Comité National ITIE avec la perspective de son élargissement à d'autres réseaux de la société civile ;
Cette activité a donné lieu à une piste de réflexions au sein du Comité national et qui a été prise en compte dans les nouveaux Termes de Référence du CN-ITIE.
- Le renforcement des capacités du Secrétariat technique :
Cette activité a permis de faire bénéficier le personnel de formations (Tunisie, Sénégal, Maroc).
- L'intégration du secteur de la pêche dans le périmètre de l'ITIE ;
Elle est en cours mais, pour la précision, il s'agit plutôt d'intégrer un dispositif de transparence pour améliorer le secteur de la pêche en Mauritanie (FiTI). Cette nouvelle Initiative FiTI confirme l'effet d'entraînement de l'ITIE classique ainsi qu'une tendance remarquable de généralisation des mécanismes de gouvernance à des secteurs socio-économiquement important
- Le renforcement des capacités des parties prenantes à l'ITIE ;
Quelques actions ont déjà été réalisées en 2015 (ateliers de formation sur la Nouvelle Norme ITIE, la stratégie de communication, plaidoyers, l'analyse des rapports ITIE, etc.) en Mauritanie comme à l'étranger. Grace à ces formations, la plupart des parties prenantes ont développé leurs capacités de participation au processus ITIE



*Vue de l'atelier organisé par le Master GAED (Université de Nouakchott) avec l'appui de la GIZ
Intervention du Secrétaire Permanent du Comité National de l'ITIE*

Source : www.cridem.org

Evaluation des Recommandations des rapports ITIE 2012 et 2013**Commentaire des recommandations :**

On se limitera ici exclusivement aux recommandations précédentes en raison de leur spécificité. Elles sont, en effet, formulées par l'Administrateur indépendant à travers les deux rapports de conciliations des chiffres et des volumes des industries extractives conformément aux orientations de la Nouvelle Norme ITIE. Ensuite, elles ont été compilées à travers une matrice par l'équipe du Secrétariat technique ITIE qui les a soumis à la discussion et à l'approbation du Comité National ITIE.



Visite de son Excellence monsieur Fredrik Reinfeldt, Président de l'ITIE international, au stand du Comité National Mauritanie lors de la conférence mondiale de Lima (Pérou) en février 2016

VII- Perspectives :

- Lancement et publication du rapport ITIE 2015 ;
- Restructuration du Comité National ITIE par l'application des nouveaux Termes de Référence récemment adoptés ;
- Appuyer techniquement et renforcer le secteur halieutique par un dispositif de transparence inspiré des techniques et mécanismes de l'ITIE ;
- Tenue de la seconde réunion d'un Comité interministériel sur les recommandations du rapport 2014 ;
- Dissémination du rapports 2014 ;
- Préparation de la Validation de la Mauritanie prévue durant le second semestre 2016.

VIII- Principal changement intervenu en 2015

Le Gouvernement a instruit l'Inspection Générale des Finances (IGF) à l'effet de certifier les formulaires de déclarations des entités étatiques.

Conclusion générale

Ainsi, aux termes de ce rapport, les informations qui nous ont paru être les plus importantes ont été fournies pour ce qui a trait aux activités menées au cours de l'année 2015.

Bien qu'étant non exhaustif, ce rapport a eu le mérite de partager l'expérience de la Mauritanie dans la mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE).

La qualité de la mise en œuvre actuelle de l'ITIE et le niveau "*d'inclusivité*" dans le processus ITE, permettra certainement au pays d'accéder à une place de choix au sein des pays modèles en matière de mise en œuvre de l'ITIE.

La mise en œuvre des recommandations des deux études commanditées en 2015 par le Comité National ITIE (Etude sur le renforcement juridique et institutionnel du Comité National et celle relative aux paiements sociaux) contribuera sans nul doute à l'atteinte les objectifs fixés par les parties prenantes à l'ITIE en Mauritanie.

Activités et réalisations durant l'année 2015/ 2016

Date	Lieu	Activité	Observation
Les 26 et 28 janvier 2015	Nouakchott	Formation sur le module « Appliquer la transparence et l'intégrité dans les domaines des finances publiques et de décentralisation »	Cette formation, appuyée par la GIZ, a permis aux participants du Comité National ITIE de s'imprégner des mécanismes de transparence dans les domaines visés par le thème
Les 19 et 20 janvier 2015	Nouakchott	Conférence internationale sur la transparence et le développement durable	Le Comité National contribué efficacement à cette conférence par : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Participation à la préparation de la conférence (membre du comité de pilotage) ✓ Une intervention du Président du CNITIE (présentation sur le processus ITIE en Mauritanie) ; ✓ Mise en place d'un stand.
Du 13 au 17 avril 2015	Kinshasa	Atelier de formation des coordinateurs nationaux et chargés de communication sur la communication des données de l'ITIE	Participation du Président du CNITIE aux travaux du Conseil d'Administration tenue à Brazzaville Appropriation des mécanismes de communication de données et d'analyse de rapports ITIE
Les 22 et 23 avril 2015	Nouakchott	Participation à l'atelier de formation sur l'Indice de Perception de la Corruption (IPC)	Contribution du Comité lors de cet atelier
Le 5 mai 2015	Nouakchott	Tenue du Comité interministériel présidé par son Excellence le Premier Ministre	Ce Comité a permis l'exécution des recommandations formulées par l'Administrateur indépendant dans le cadre des rapports ITIE 2012 et 2013
Octobre 2015	Akjoujt	Formation points focaux	Renforcement des capacités du conseil municipal des villes concernées par les activités extractives et désignation par le Maire d'un point focal ITIE pour servir de relai entre la commune et le Comité National ITIE

Octobre 2015	Nouadhibou	Formation points focaux	Renforcement des capacités du conseil municipal des villes concernées par les activités extractives et désignation par le Maire d'un point focal ITIE pour servir de relai entre la commune et le Comité National ITIE
Octobre 2015	Zouerate	Formation points focaux	Renforcement des capacités du conseil municipal des villes concernées par les activités extractives et désignation par le Maire d'un point focal ITIE pour servir de relai entre la commune et le Comité National ITIE
Le 21 décembre 2015	Dakar	Atelier de restitution des conclusions provisoires de l'étude sur les fonds sociaux miniers	Contribution du Comité National aux travaux de cet atelier par une présentation de l'expérience de la Mauritanie dans ce domaine

B- Répertoire des réunions du Comité National ITIE pour la période 2015

	Ordre du jour de la réunion	Date	Nature de la réunion
1	Examen du projet de rapport ITIE 2013	12 mars 2015	Réunion ordinaire
2	Présentation de la version définitive du rapport ITIE 2013	7 avril 2015	Réunion ordinaire
3	Restitution de l'étude portant renforcement institutionnel et réglementaire du Comité National ITIE	3 septembre 2015	Réunion ordinaire
4	Préparation de la Note de cadrage du rapport ITIE 2014	7 septembre 2015	Réunion ordinaire
5	Sélection de consultant pour l'élaboration du rapport d'étude sur le renforcement institutionnel et réglementaire du Comité National ITIE	20 juillet 2015	Réunion ordinaire
6	Mission de l'Administrateur indépendant	7 au 11 septembre 2015	Compte rendu de mission
7	Présentation de la Note de cadrage du rapport ITIE 2014	12 octobre 2015	Réunion ordinaire
8	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation du rapport sur les paiements sociaux effectués par les entreprises extractives ; - Revue des fiches de pré-validation ; - L'examen du budget du CN-ITIE pour les exercices 2016, 2017 et 2018 	26 novembre 2015	Réunion ordinaire
9	<ul style="list-style-type: none"> - Examen du rapport préliminaire 2014 ; - Dissémination des rapports 2012 et 2013. 	10 décembre 2015	Réunion ordinaire

10	<ul style="list-style-type: none">- Renouvellement du Conseil d'Administration de l'ITIE international ;- Préparation de la VIIème conférence mondiale de l'ITIE (Lima, Pérou)	17 décembre 2015	Réunion ordinaire
11	Présentation du rapport 2014 version pré-finale	28 décembre 2015	Réunion ordinaire

Principales références

- Plan d'actions 2014/ 2015 ;
- Les procès-verbaux des réunions, comptes rendu et de synthèses de travaux. ;
- Nouvelle Norme ITIE, Secrétariat international de l'ITIE de février 2016 ;
- Note technique d'orientation 5, Secrétariat international de l'ITIE, avril 2016 ;
- Etude sur la perception de l'ITIE par l'opinion publique mauritanienne, octobre 2013 ;
- Etude portant diagnostic organisationnel du Comité National de l'ITIE, novembre 2013 ;
- Etude sur le renforcement institutionnel et réglementaire du Comité National ITIE, septembre 2015 ;
- Les rapports de conciliation des chiffres et des volumes des industries extractives 2012 et 2013 ;
- Rapport de validation de la Mauritanie, Cabinet CAC 70, septembre 2010 ;
- Rapport d'audit du MDTF (exercices 2015) ;